



Taxation, revenu non fiscal et démocratie: nouvelles informations tirées des données transnationales

Résumé du document de travail 23 par Wilson Prichard, Paola Salardi et Paul Segal

Cet article trouve des éléments supportant l'existence de la "malédiction politique des ressources". Il s'appuie sur des données de meilleure qualité fournies par la base de données des revenus gouvernementaux de l'ICTD (ICTD GRD) pour réexaminer les tests économétriques existants et améliorer considérablement leur robustesse.

Défis, et avantages de la base de données des revenus gouvernementaux de l'ICTD

La plupart des études préexistantes sur la "malédiction politique des ressources" constatent que les gouvernements qui se reposent plus lourdement sur les revenus issus des ressources naturelles sont moins susceptibles d'être démocratiques et responsables envers les citoyens. Mais les données sur lesquelles ces études se sont appuyées étaient relatives à la valeur totale de la production de ressources naturelles ou «revenu des ressources». Celles-ci ne capturent pas une relation clé, à savoir l'impact de la composition des recettes publiques de sources fiscales et non fiscales sur les politiques. L'utilisation de l'ICTD GRD permet de faire clairement la distinction au sein des recettes fiscales entre, d'un côté le revenu fiscal en excluant les revenus issus des productions de ressources naturelles (un indicateur pour le revenu qui doit être "mérité" en négociant avec les citoyens); et de l'autre, les recettes non fiscales (dominées par le revenu issu des ressources naturelles mais comprenant d'autres formes de recettes non fiscales, venant par exemple des entreprises d'Etat). Cela se rapproche d'un revenu «non gagné».

La GRD fournit donc des données qui capturent les propositions théoriques clés qui soutiennent la « malédiction politique des ressources », y compris deux mécanismes de causalité distincts mais liés:

- i) Les gouvernements qui dépendent fortement des revenus fiscaux devront négocier avec des contribuables mobiles, conduisant à une plus grande responsabilisation et démocratie.
- ii) Les gouvernements ayant accès à des revenus non fiscaux, provenant principalement des ressources naturelles, sont plus autonomes vis-à-vis des citoyens, et sont dotés de moyens pour résister à l'opposition politique via la répression ou des dépenses publiques accrues et du favoritisme politique.

La GRD permet d'identifier la proportion du revenu des ressources que les gouvernements sont en mesure de percevoir dans leurs recettes et d'utiliser pour la répression ou le favoritisme politique.

La recherche de l'ICTD: approche et méthodologie

En utilisant la GRD, cette recherche teste la relation entre la démocratie (la variable dépendante) et trois mesures de recettes publiques, à savoir:

« La preuve d'une malédiction politique des ressources est robuste et les effets sont importants. »

- i) Variable 1: total des impôts collectés à l'exclusion des revenus des ressources, en part du PIB.
- ii) Variable 2: total des recettes non fiscales, en part du PIB.
- iii) Variable 3: combine i) et ii) pour produire une mesure de dépendance fiscale (proportion des recettes non-issues des ressources dans le total des recettes publiques).

L'étude porte sur l'importance des recettes non fiscales par rapport à d'autres sources de revenus et par rapport à la taille globale de l'économie, partant du principe que l'impact sur les incitations et le comportement des dirigeants politiques et des citoyens dépend de la taille relative, et non absolue, du revenu issu des ressources. Il s'agit d'abord de regarder les simples corrélations inter-pays entre la démocratie et les trois mesures alternatives de revenus: ceux-ci montrent que les pays qui sont plus dépendants des recettes fiscales et moins dépendants des recettes non fiscales ont tendance à être plus responsables. Par la suite, l'étude va au-delà de la simple corrélation, en appliquant les données de la GRD à plusieurs modèles économétriques alternatifs basés sur la littérature existante. Les deux premières offrent des approches complémentaires pour estimer la relation entre la composition des recettes publiques et les mesures continues de la démocratie, contrôlant, par rapport au revenu national par habitant, l'occurrence de conflits violents et la diffusion régionale de la démocratie. La troisième approche se concentre sur l'impact de la composition des revenus gouvernementaux sur la probabilité d'une transition d'une autocratie à une démocratie, ou inversement.

Résultats

Dans l'ensemble, l'étude trouve de solides preuves en faveur de l'existence d'une malédiction politique des ressources. Dans la grande majorité des tests, il existe à la fois une relation statistiquement positive entre la dépendance fiscale et la démocratie, et une relation statistiquement négative entre recettes non fiscales (provenant principalement des ressources naturelles) et la démocratie. Les résultats généraux sont robustes comparativement aux variables alternatives de contrôle et aux mesures de la démocratie. De plus, l'augmentation des recettes non fiscales et la diminution de la dépendance fiscale ont

un très grand impact sur la probabilité qu'un pays devienne, ou reste, une démocratie. La probabilité d'une transition démocratique est de trois fois plus grande dans un pays avec de faibles niveaux de recettes non fiscales par rapport aux pays dont 10% ou plus du PIB proviennent de recettes non fiscales.

Cependant, les résultats sont sensibles aux modèles économétriques alternatifs et aux changements de spécification. C'est particulièrement vrai pour les résultats relatifs à la taxe totale perçue hors revenus de ressources. Cette variable tend à avoir un impact positif sur la démocratie, mais peut revêtir une signification positive ou négative, tout en étant le plus souvent non significative. Cela peut indiquer que les recettes fiscales ont peu d'impact constant sur le niveau de démocratie, ou (assez probablement) que la relation entre la taxation et la démocratie est complexe et non linéaire, et pas capturé de façon satisfaisante dans les modèles. Par exemple, tout impact de la taxation sur la démocratie peut survenir à long terme, à travers des changements subtils du niveau d'engagement politique chez des contribuables de plus en plus alourdis.

Implications pour les politiques et les recherches

La preuve d'une malédiction politique des ressources est robuste et les effets sont importants. Les décideurs politiques soucieux de développer une gouvernance responsable doivent prendre en considération la composition de la recette publique, et être réalistes sur la probabilité d'une transition démocratique dans des pays fortement dépendants de revenus non fiscaux. Ils doivent également être attentifs aux risques de gouvernance posés par les découvertes de pétrole dans les pays à faible revenu, en particulier les risques de réduction de la dépendance fiscale dans les démocraties où la perception des impôts est déjà faible. Les liens entre la démocratie et l'augmentation de l'impôt et la dépendance fiscale ne sont en aucun cas automatiques: les décideurs politiques doivent faire attention à la manière dont les relations complexes entre le gouvernement et les contribuables évoluent au fil du temps, et dans un contexte particulier. Les chercheurs doivent jumeler la modélisation économétrique transnationale avec des preuves issues de stratégies de recherches alternatives et complémentaires.

Bibliographie

Prichard, Wilson; Salardi, Paola et Segal, Paul (2014), *Taxation, Non-Tax Revenue and Democracy: New Evidence Using New Cross-Country Data*, ICTD Working Paper 23, Brighton: September

Crédits

Cet article a été écrit par **Wilson Prichard**, professeur assistant de sciences politiques et de affaires internationales à l'université de Toronto, et co-directeur de recherche du International Centre for Tax and Development; **Paola Salardi**, postdoctorante à la Munk School of Global Affairs, université de Toronto; et **Paul Segal**, maître de conférences en économies émergentes et en développement international au King's College, Londres.

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique et de la Fondation Bill & Melinda Gates; cependant, les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencées comme ci-dessus.

Traduit en Français par Cyrielle Havard-Bourdais.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.

© ICTD 2016